



Le Crif, vrai lobby et faux pouvoir

Tribune parue dans *Libération* le 17 février 2010

par **ESTHER BENBASSA**, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne)

Clermont-Tonnerre déclarait, le 24 décembre 1789, à la tribune de la Constituante, qu'«*il faut refuser tout aux juifs comme nation dans le sens de corps constitué et accorder tout aux juifs comme individus...*» Catégorique, il rejetait alors tout «communautarisme». Lorsqu'on se gargarise aujourd'hui en haut lieu ou dans les médias de communautarisme, on ne pense guère qu'aux Arabo-musulmans. Loin de toute langue de bois, disons clairement que ce mot est devenu synonyme de «musulmans». C'est vers eux que, du voile à la burqa en passant par l'identité nationale, tous les regards sont tournés, dans un pays pourtant laïque comme la France. Objet de cristallisation, comme les juifs l'ont été dans le passé, la nationalité française de nombre d'entre eux passe au second plan après leur religion.

En revanche, lorsque le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) organise son dîner annuel et qu'il lance des fatwas contre les uns et les autres, quand les politiciens de tout bord, y compris le Président et le Premier ministre, y accourent, personne n'ose parler de communautarisme. François Fillon est allé jusqu'à dénoncer ledit communautarisme lors de ce même dîner, au prétexte qu'il «*refuse l'égalité et la fraternité*». Il faisait bien sûr référence au communautarisme musulman. Et pourtant, tous les ingrédients sont réunis pour parler aussi de communautarisme juif. Cette année, comme l'an passé, les mesures d'ostracisme ont visé le PCF et les Verts, au motif de leur campagne de boycott des produits israéliens. Comble de l'horreur, certaines municipalités communistes auraient fait citoyen d'honneur Marwan Barghouti, l'un des responsables du Fatah, en geôle à vie en Israël.

On en vient à se demander si le Crif n'est pas plutôt le porte-parole d'Israël en France, comme une seconde ambassade de ce pays. Il y a un siècle, ce qui aurait passé pour de la double allégeance s'appelle aujourd'hui soutien à Israël. Parce que les juifs de France collent, paraît-il, à la ligne politique d'Israël, qu'elle soit de gauche ou de droite, leurs institutions, dont le Crif, ne feraient que suivre le mouvement. Les voilà tous légitimistes. Après la victoire d'un Nétanyahou et de ses alliés en Israël, on ne s'étonnera donc pas de la forte droitisation du Crif, concrétisée entre autres par l'entrée dans son comité directeur de personnalités aux opinions radicales.

Mais qui représente véritablement le Crif et combien sont-ils en son sein ? On ne le saura jamais. Ce qui compte, c'est qu'il est perçu comme un lobby (mot horripilant en France) par les politiciens. Et considéré comme tel, il l'est bien, un lobby, en fait. Ceux qui s'agglutinent à son dîner croient vraiment qu'il joue un rôle important dans la machine électorale. On y

vient à la pêche aux voix juives, et pour être adoubé par des juifs dont l'influence serait déterminante, en raison de la place qu'ils occupent, ou sont censés occuper, dans la société française. De cet appui ne bénéficieront bien sûr que ceux qui soutiennent le plus Israël et qui donnent des gages clairs dans le combat contre l'antisémitisme. Un combat certes indispensable, mais qui mériterait de n'être pas instrumentalisé pour faire accepter toute politique israélienne, y compris la plus blâmable. Projetant sur la scène française ce qui se passe entre Israéliens et Palestiniens au Proche-Orient, le Crif ne manque aucune occasion pour appuyer la politique antimusulmane du gouvernement. En revanche, il a ses bons musulmans, comme Israël a ses bons Palestiniens, les seuls avec qui il daigne «dialoguer».

Aussi peu représentatif qu'il soit, le Crif est sans doute au diapason des positions de bien des juifs français, de plus en plus conservateurs politiquement, supporteurs inconditionnels d'Israël en toute circonstance et se réfugiant dans la mémoire de la Shoah et dans la dénonciation de l'antisémitisme, qui vont de pair. Celles-ci, forces rassembleuses indéniables, contribuent surtout à la survie d'un judaïsme qui le plus souvent s'y résume, ayant par ailleurs grandement perdu sa pratique et la conscience de ses valeurs essentielles. Qu'est-ce que le Crif sinon un groupuscule endogamique qui se donne des airs de petit Etat indépendant, agissant à sa guise, faisant plier les uns et les autres, tant par le biais de l'autocensure, sensible chez bien des journalistes, craignant à juste titre d'être soupçonnés d'antisémitisme dès qu'ils oseront critiquer la politique israélienne, que par l'instrumentalisation de la culpabilité de la Shoah intériorisée par la classe politique ? Le pouvoir imaginé que cette minuscule institution a su se fabriquer se retourne hélas contre les juifs eux-mêmes, et d'abord contre ceux qui ne se reconnaissent nullement en elle. Il génère à son tour de l'antisémitisme et offre des arguments, certes fallacieux, à ceux qu'obsèdent les vieux thèmes bien rôdés du pouvoir juif, du complot juif. La «servilité» de circonstance des professionnels de la politique face au Crif vient renforcer les anciens préjugés.

Cette foi trop partagée dans la puissance des juifs et de leurs instances représentatives n'augure rien de positif. Le dîner du Crif enfin déserté, ses menaces ramenées à leur juste proportion de dangerosité réelle, voilà des mesures prophylactiques qui seraient susceptibles d'enrayer en partie une hostilité antijuive se nourrissant de fantasmes.

Dernier ouvrage : *Etre juif après Gaza*, CNRS éd., 2009.